



PETITE

entreprise

VOL. 4, n° 1, juin 2002

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Le nombre d'entreprises commerciales au Canada s'est établi à 2 190 278 en décembre 2001, en augmentation de 8,2 % par rapport à décembre 2000.

Le nombre d'emplois créés par les petites entreprises était supérieur au nombre net d'emplois créés dans l'économie dans son ensemble. Entre le quatrième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001, le nombre global d'emplois créés était supérieur à 127 000, mais les entreprises comptant moins de 100 employés ont créé plus de 149 000 emplois nets. Le taux global de création d'emplois sur 12 mois a cependant grandement régressé par rapport aux quelque 450 000 emplois créés entre le premier trimestre de 2000 et celui de 2001.

Au premier trimestre de 2002, le nombre moyen de travailleurs indépendants au Canada s'est chiffré à 2,3 millions, en baisse de 1,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2001.

Au premier trimestre de 2002, on a enregistré 2 660 faillites, ce qui représente une légère diminution par rapport au nombre de 2 709 enregistré au quatrième trimestre de 2001.

Au quatrième trimestre de 2001, le total des prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte se chiffrait à 49,9 milliards de dollars, dont 21 % étaient des prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$).

Les placements de capital de risque au Canada se sont chiffrés à près de 4,9 milliards de dollars en 2001, ce qui représente une baisse de 27 % par rapport aux 6,6 milliards de dollars investis en 2000.

ENQUÊTE SUR L'INNOVATION

Dans l'*Enquête sur l'innovation de 1999*, Statistique Canada a examiné les caractéristiques de près de 6 000 entreprises canadiennes du secteur manufacturier¹ qui employaient au moins 20 personnes et enregistraient des recettes annuelles brutes de plus de 250 000 \$. Cette enquête est la dernière d'une série d'enquêtes sur l'innovation menées par Statistique Canada depuis 1993. Les données ventilées en fonction de la taille de l'entreprise ont été compilées spécialement pour Industrie Canada.

D'après l'Enquête, les petites et moyennes entreprises ainsi que les grandes entreprises considérées comme des innovateurs qui réussissent – entreprises qui « ont offert un produit ou un procédé de fabrication ou de production nouveau ou sensiblement amélioré au cours des trois dernières années (1997-1999) » – présentent des caractéristiques similaires. Cependant, la proportion d'innovateurs qui réussissent et le nombre d'activités d'innovation parmi les petites entreprises étaient quelques peu inférieurs par rapport aux grandes entreprises². Les petites entreprises sont celles comptant moins de 50 employés; les moyennes, celles en comptant plus de 49 mais moins de 250; et les grandes, celles en comptant plus de 249.

Il ressort du tableau 1 que 75 % des petites entreprises de fabrication étaient des innovateurs qui réussissent. Cependant, une plus grande proportion de moyennes entreprises (82 %) et de grandes entreprises (88 %) innovaient avec succès. Les petites entreprises innovatrices tiraient également

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Travail indépendant	4
Entreprises commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement par capitaux propres	6
Faillites commerciales	7
Prêts aux entreprises	7
Faits nouveaux	8



(suite de la page 1)

de l'arrière par rapport aux moyennes et aux grandes entreprises pour ce qui est du nombre d'activités d'innovation menées. En moyenne, les petites entreprises menaient 3,42 activités d'innovation, comparativement à 3,9 et 4,29 activités respectivement pour les moyennes et les grandes entreprises.

Les sociétés innovent pour améliorer la qualité de leurs produits et leur capacité de production ainsi que pour élargir leur gamme de produits. L'information utilisée aux fins d'innovation provient le plus souvent du personnel de direction et de production, des clients et des fournisseurs, ou est recueillie dans le cadre de foires commerciales et d'expositions. Les organismes et laboratoires de recherche fédéraux et provinciaux, ainsi que les universités et les collèges comptent parmi les sources les moins souvent utilisées.

L'enquête a relevé quatre entraves majeures à l'innovation : l'impossibilité d'affecter en permanence du

personnel à des projets; le coût élevé du développement; la pénurie de personnel qualifié; et le manque de financement. La réglementation gouvernementale figure relativement loin sur la liste des entraves à l'innovation.

La Direction générale de la politique d'innovation d'Industrie Canada prépare actuellement un rapport de recherche, qui devrait être publié à l'automne 2002. Les données de l'enquête y seront analysées de manière plus approfondie.

¹ Certaines industries d'exploitation des ressources naturelles ont également été sondées, mais les résultats ne sont pas présentés ici. On trouvera de l'information plus détaillée sur l'Enquête dans Schaan et Anderson (2001), *L'innovation dans les entreprises canadiennes de fabrication : estimations nationales*, n° au cat. 88F0006XIB2001010, Statistique Canada.

² Les activités d'innovation sont la R-D; l'acquisition de machines, d'équipement ou d'autres technologies; l'ingénierie et la conception industrielle; l'outillage et le démarrage de la production; ainsi que la formation.

Tableau 1 : Taux et fréquence des activités d'innovation, selon la taille de l'entreprise, Canada

	Petites (20-49 employés)		Moyennes (50-249 employés)		Grandes (plus de 250 employés)	
	Taux (%)	Fréquence	Taux (%)	Fréquence	Taux (%)	Fréquence
Innovateurs qui réussissent	75	3,42	82	3,9	88	4,29
Innovateurs qui ne réussissent pas	8	2,3	7	2,32	6	s.o.*
Non-innovateurs	17	—	11	—	7	—

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation de 1999*, compilation établie spécialement pour Industrie Canada.

*Estimations peu fiables, car on a supprimé les erreurs élevées d'échantillonnage.

Nota : Le total des taux ne correspondra peut-être pas à 100, car les sommes ont été arrondies.

CRÉATION d'emplois

Des données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH)³ de Statistique Canada indiquent que plus de 127 000 emplois nets ont été créés entre le quatrième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001, ce qui représente une forte baisse par rapport aux quelque 450 000 emplois créés entre le premier trimestre de 2000 et celui de 2001. Comme on le voit au tableau 2, les emplois créés par les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent 117 % de la création d'emplois nets, compensant ainsi la perte d'emplois enregistrée dans les moyennes

entreprises (entre 100 et 499 employés). La part des petites entreprises dans la création d'emplois nets s'est accrue rapidement, passant de 25 % au premier trimestre à 117 % au quatrième; au cours de la même période, on a observé une baisse dans la contribution des moyennes et grandes entreprises à la variation totale nette, laquelle a chuté de 14 à -55 % et de 60 à 38 % respectivement⁴.

En examinant les données sur 12 mois, on constate que près de 290 000 emplois nets ont été créés en 2001 (voir le tableau 3). Les trois quarts de ces emplois ont

(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

été créés en Ontario, en Alberta et au Québec, mais c'est à l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, ainsi qu'en Alberta que l'on a observé les taux de croissance de l'emploi les plus élevés, avec 6,6, 6,1 et 5 % respectivement.

Dans l'ensemble, 47 % des emplois ont été créés par des entreprises comptant moins de 100 employés. Toutefois, le scénario variait beaucoup d'une province à l'autre. La contribution des petites entreprises à la création d'emplois allait d'un taux de -15 % en Nouvelle-Écosse à 62 % à Terre-Neuve. Par contre, les grandes entreprises (plus de 500 employés) ont réduit leur

effectif de 11 % à Terre-Neuve, alors qu'elles sont à l'origine de 96 % de la croissance nette d'emplois en Nouvelle-Écosse.

Pour connaître les données récentes sur l'ensemble du marché du travail durant les quatre premiers mois de 2002, consulter la section Coup d'œil sur l'économie.

³ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille de l'entreprise excluent également les entreprises non classifiées.

⁴ Statistique Canada signale que ces données peuvent quelque peu fluctuer, en particulier dans les catégories visant les entreprises de petite taille et lorsqu'on compare les données de 2001 avec celles de 2000.

Tableau 2 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon la taille de l'entreprise, Canada, 2001

Trimestre	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1	3,7	449 435	10,0	1,4	8,1	5,9	25,4	10,8	3,6	14,4	60,1
T2	2,8	353 334	2,2	8,7	13,0	11,9	35,8	10,5	2,5	13,0	51,1
T3	1,8	226 792	29,8	2,8	16,9	15,6	65,1	-0,4	-1,0	-1,4	36,3
T4	1,0	127 451	32,4	37,2	33,8	13,6	117,0	-17,7	-37,7	-55,4	38,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), janvier 2002.

Tableau 3 : Variation annuelle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, par province et territoire, selon la taille de l'entreprise, 2001

Province	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Terre-Neuve	3,9	6 605	11,4	16,9	15,9	17,8	62,0	22,8	26,0	48,8	-10,8
Île-du-Prince-Édouard	6,6	3 523	-2,4	3,0	12,4	21,9	34,9	3,1	-1,1	2,0	63,0
Nouvelle-Écosse	2,3	7 841	3,3	-24,3	5,7	0,3	-15,0	21,2	-1,9	19,3	95,7
Nouveau-Brunswick	3,4	9 640	4,6	8,4	10,8	8,6	32,4	1,1	14,8	15,9	51,7
Québec	1,8	53 769	17,6	6,2	12,6	12,6	49,0	7,5	-9,3	-1,8	52,7
Ontario	2,0	98 823	20,6	12,7	16,8	10,0	60,1	-4,0	-5,8	-9,8	49,7
Manitoba	3,6	17 499	3,1	-3,2	2,3	13,7	15,9	19,0	11,6	30,6	53,5
Saskatchewan	1,2	4 268	17,6	-31,9	34,4	-3,7	16,4	5,7	-6,4	-0,7	84,2
Alberta	5,0	64 786	10,6	12,7	10,9	4,3	38,5	4,7	1,6	6,3	55,1
Colombie-Britannique	1,3	20 631	4,1	-1,9	21,2	29,1	52,5	28,0	-9,7	18,3	29,1
Yukon	1,3	193	22,8	50,3	200,5	13,0	286,6	-375,6	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	6,1	1 675	13,5	46,3	54,6	-11,9	102,5	23,5	-	-	-
Total - Canada	2,3	289 253	14,0	7,9	14,2	10,5	46,6	5,4	-2,2	3,2	50,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), janvier 2002.

Nota 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille de l'entreprise excluent également les entreprises non classifiées.

Nota 2 : Les données concernant les entreprises des territoires comptant 300 employés ou plus ont été supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux des catégories de taille et des territoires.

TRAVAIL *indépendant*

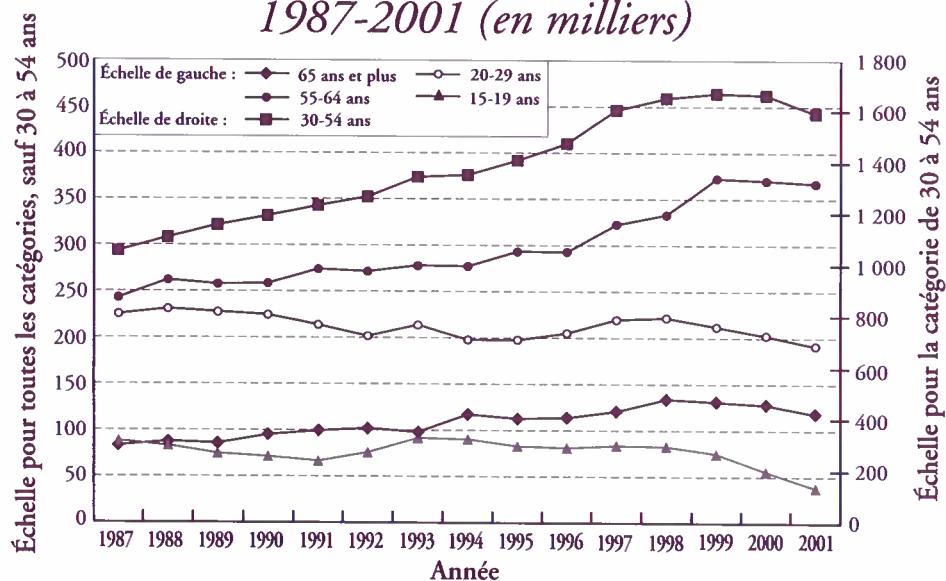
Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le pays comptait 2,3 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2002 (calculé d'après des données mensuelles), soit une baisse de 1,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2001.

La figure 1 présente l'évolution du nombre de travailleurs indépendants au Canada selon leur âge entre 1987 et 2001. Au cours des 15 dernières années, on a observé une tendance à la baisse dans le nombre de jeunes travailleurs indépendants (entre 15 et 29 ans), laquelle

s'est accélérée depuis 1998. Le nombre de travailleurs indépendants âgés de 30 à 54 ans a cependant augmenté de façon constante avant de commencer à baisser après 2000. Le nombre de travailleurs indépendants plus âgés (plus de 55 ans) s'est également accru à partir de 1987, pour ensuite baisser au cours des dernières années.

Dans l'ensemble, les groupes de 30 à 54 ans et de 55 à 64 ans ont enregistré la croissance la plus forte au cours de la période de 15 ans, soit un taux moyen de 3 % par an, suivis de près par le groupe de 65 ans et plus, qui a connu une croissance de 2,5 % par an (voir le tableau 4).

Figure 1 : Travailleurs indépendants selon l'âge, 1987-2001 (en milliers)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableau établi spécialement pour Industrie Canada.

Tableau 4 : Augmentation du nombre de travailleurs indépendants, par catégorie d'âge, 1987-2001

	15-19 ans	20-29 ans	30-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus
Taux de croissance composé (%)	-1,2	-5,8	3,0	3,0	2,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation établie spécialement pour Industrie Canada.

ENTREPRISES commerciales

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales⁵ s'est établi à 2 190 278 en décembre 2001, en hausse de 165 770 ou de 8,2 % par rapport à décembre 2000 (voir le tableau 5). Plus de 97 % de cette hausse était attribuable aux entreprises de type indéterminé, dont le nombre a enregistré une augmentation nette de 161 104.

Le nombre d'entreprises comptant au moins un employé a également enregistré une forte hausse, soit un total net de 4 666 entreprises ayant vu le jour pendant la période à l'étude. Les entreprises comptant entre 1 et 4 employés ont vu leur nombre augmenter de 10 859. Si la plupart des autres catégories de taille ont accusé une baisse de plus de 6 300 entreprises, la catégorie des entreprises employant entre 200 et 499 personnes a quant à elle enregistré une faible croissance. Le nombre d'entreprises productrices de biens comptant au moins un employé, à l'exception de celles comptant un effectif de 50 à 99 personnes ou de 200 à 499 personnes, a diminué, le recul net s'établissant à 1 234 entreprises. Les entreprises comptant au moins un employé qui offrent des services ont également vu leur nombre diminuer dans toutes les catégories de taille, sauf celles comptant entre 1 et 4 employés ou en comptant entre 200 et 499. En raison de la forte croissance dans la catégorie de 1 à 4 employés (laquelle a connu une augmentation nette de près de 11 000 nouvelles entreprises), les entreprises comptant au moins un employé et offrant des services ont vu leur nombre net augmenter de 5 900.

⁵ Les entreprises commerciales sont des établissements qui comptent au moins un employé et dont le chiffre d'affaires annuel est d'au moins 30 000 \$, ou des établissements qui sont constitués en personne morale et ont produit une déclaration fédérale d'impôt sur le revenu des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années. Elles comprennent les entreprises de type indéterminé et les entreprises comptant au moins un employé. Les entreprises de type indéterminé sont des entreprises, constituées en personne morale ou non, qui ne comptent aucun employé.

Tableau 5 : Variation nette du nombre d'entreprises, par secteur producteur de biens ou de services, selon la taille de l'entreprise, de décembre 2000 à décembre 2001

	Total	Secteur producteur de biens	Secteur producteur de services
De type indéterminé	161 104	41 107	119 997
Entreprises comptant au moins un employé	4 666	-1 234	5 900
1-4	10 859	-61	10 920
5-9	-1 510	-396	-1 114
10-19	-2 644	-395	-2 249
20-49	-2 022	-433	-1 589
50-99	-157	14	-171
100-199	-39	-17	-22
200-499	186	55	131
500+	-7	-1	-6
Total	165 770	39 873	125 897

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2001.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 31 mai 2002

PIB réel. Le PIB réel a grimpé de 6 % (taux annuel) au premier trimestre de 2002, ce qui correspond à plus du double de la croissance de 2,9 % enregistrée au quatrième trimestre de 2001. Il s'agit des meilleurs résultats depuis le quatrième trimestre de 1999. La demande intérieure finale a été plus forte en raison d'une reprise de la construction résidentielle et des dépenses de consommation visant les biens durables et semi-durables. Du côté des revenus, les bénéfices des entreprises ont augmenté dans l'ensemble mais surtout dans les secteurs de la fabrication et de la construction. Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,1 % en mars, après avoir connu une hausse de 0,7 et de 0,5 % pendant les deux premiers mois de l'année. Il enregistrerait donc une hausse pour le sixième mois de suite.

Perspectives. Les perspectives économiques se sont améliorées ces derniers mois. La plupart des analystes prévoient que la conjoncture économique continuera de s'améliorer tout au long de l'année. Selon les prévisions établies par le secteur privé en mai 2002, la croissance sera de 3 % en 2002 et de 3,7 % en 2003. Ces prévisions sont bien plus favorables que celles établies en février, alors que l'on prévoyait une croissance de 1,3 % en 2002 et de 3,8 % en 2003.

Enquête sur la situation des entreprises (avril). L'Enquête a relevé des signes encourageants de reprise dans le secteur manufacturier. Le bilan des opinions concernant les perspectives de production a grimpé de 18 points pour s'établir à 6 en avril, soit le premier bilan positif à propos de la production depuis octobre 2000. Vingt-cinq pour cent des fabricants s'attendaient à accroître leur production au deuxième trimestre, tandis que 56 % ont déclaré que leurs niveaux de production demeureraient inchangés. En avril, 16 % des fabricants étaient préoccupés par la baisse des commandes soit une amélioration de 20 points par rapport au taux de 36 % enregistré en janvier, et 82 % des producteurs ont indiqué avoir bien en main la gestion des stocks.

Taux de chômage. Le taux de chômage national a reculé, chutant de 8 % en décembre à 7,6 % en avril, par suite de la croissance de l'emploi enregistrée durant les quatre premiers mois de 2002. Parallèlement à l'amélioration de la conjoncture économique, le rythme de la création d'emplois s'est accru au cours des quatre premiers mois de 2002, le nombre d'emplois augmentant de 207 000 (1,4 %) entre décembre 2001 et avril 2002. Il s'agit de la croissance la plus forte enregistrée en quatre mois depuis la période de quatre mois prenant fin en août 1997.

Inflation. Le taux d'inflation selon l'IPC s'établissait à 1,7 % en avril, en baisse par rapport à 1,8 % en mars. Le taux d'inflation de base établi selon l'IPC sur 12 mois était de 2,2 % en avril, en hausse par rapport à 2,1 % en mars, mais encore en deçà de la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada. Le taux d'inflation de base exclut l'alimentation et l'énergie, dont les prix sont volatils. L'inflation annuelle moyenne s'est chiffrée à 2,6 % en 2001, soit une augmentation comparable à celle des taux d'inflation enregistrés en 2000 par rapport à 1999.

(suite à la page 7)



FINANCEMENT

par capitaux propres

Activité liée au capital de risque au Canada en 2001

En 2001, l'industrie canadienne du capital de risque a effectué des investissements totalisant près de 4,9 milliards de dollars, soit une baisse de 27 % par rapport aux 6,6 milliards enregistrés en 2000. Ces montants provenaient principalement de groupes étrangers (établis pour la plupart aux États-Unis), qui ont investi 1,6 milliard de dollars (34 %), par rapport à 24 % en 2000 et à 19 % en 1999.

Comme on le voit au tableau 6, au cours des trois dernières années, les investisseurs en capital de risque ont de plus en plus axé leurs activités sur les jeunes entreprises, la part du capital investi passant de 32 % de l'ensemble en 1999 à 46 % en 2000 et à 60 % en 2001. Cet accent mis sur les investissements dans les jeunes entreprises diffère fortement des activités des investisseurs en capital de risque des États-Unis, qui s'intéressent surtout aux entreprises qui en sont à l'étape de la croissance.

Tableau 6 : Investissements de capital de risque au Canada selon l'étape de développement, par année (en milliers)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Jeune entreprise	344 279	660 502	647 453	953 474	3 058 412	2 916 130
Étape ultérieure	744 484	1 113 003	1 103 368	2 032 679	3 570 854	1 957 974
Croissance	568 922	904 890	894 159	1 641 667	3 131 303	1 552 966
Acquisition/achat	97 773	95 330	91 216	223 608	218 295	267 555
Redressement	62 532	35 804	21 689	14 438	78 522	34 291
Autres étapes	15 257	76 979	96 304	152 966	142 734	103 162
Total (toutes les étapes)	1 088 763	1 773 505	1 750 821	2 986 153	6 629 266	4 874 104

Source : MacDonald and Associates Limited, *Venture Capital Activity*, 2001.

FAILLITES *commerciales*

Le nombre de faillites commerciales s'est accru de 26 % au quatrième trimestre de 2001 par rapport au trimestre précédent, passant de 2 148 à 2 709, avant de baisser légèrement pour s'établir à 2 660 au premier trimestre de 2002. Il a augmenté de 9,4 % entre le quatrième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001, pour ensuite reculer de 4,6 % entre le premier trimestre de 2001 et le premier trimestre de 2002.

Au quatrième trimestre de 2001, le passif lié aux faillites a atteint 2 milliards de dollars, soit une hausse de 167 % par rapport au troisième trimestre. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 1992. Il semble que le passif lié aux faillites sur 3 mois soit devenu moins volatil au cours des six derniers mois. Entre le quatrième trimestre de 2001 et le premier trimestre de 2002, le passif a baissé légèrement (7,8 %) pour s'établir à 1,8 milliard de dollars. Cependant, les variations sur 12 mois demeurent importantes, comme en témoignent la hausse de 140 % enregistrée entre le quatrième trimestre de 2000 et le trimestre correspondant de 2001 et celle de 64 % enregistrée entre le premier trimestre de 2001 et celui de 2002.

PRÊTS *aux entreprises*

La valeur des prêts en cours⁶ consentis aux entreprises par les banques à charte a baissé de 3 %, s'établissant à 49,9 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2001 contre 51,5 milliards au troisième trimestre. Les prêts de faible valeur sont inférieurs à 500 000 \$, alors que les prêts de valeur moyenne se situent entre 0,5 et 5 millions de dollars. C'est la première fois depuis 1997 que les prêts de faible valeur et de valeur moyenne consentis par les banques à charte sont passés sous la barre des 50 milliards de dollars. Malgré ce fléchissement, l'importance relative des prêts de faible valeur et de valeur moyenne dans la valeur totale des prêts consentis par les banques à charte s'est accrue légèrement au quatrième trimestre. La proportion de prêts de faible valeur a progressé, passant de 21,1 à 21,2 %, alors que celle des prêts de valeur moyenne s'établissait à 32 % au quatrième trimestre de 2001, en hausse par rapport à 31 % au troisième trimestre.

⁶ Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux.

COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 31 mai 2002

(suite de la page 5)

Taux d'escompte. La Banque du Canada a augmenté son taux d'escompte de 25 points de base le 16 avril, le portant à 2,5 %. Il s'agissait de la première hausse depuis le 17 mai 2000, alors que la Banque avait accru le taux de 50 points de base pour le porter ainsi à 6 %. La hausse reflète l'amélioration de la conjoncture et des perspectives économiques au Canada et aux États-Unis. Avant cette mesure, la Banque avait réduit le taux d'escompte de 375 points cumulatifs à compter de janvier 2001.

Dollar canadien. Le huard s'est raffermi au cours des derniers mois, clôturant à 65,18 cents (US) le 30 mai, en hausse par rapport au niveau le plus bas, soit 62,02 cents (US), qui avait été enregistré le 18 janvier. Le raffermissement du dollar canadien reflète l'amélioration de la conjoncture économique, la hausse du prix des produits de base et l'accroissement de l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains.

Exportations de marchandises et de services. Au premier trimestre, les exportations de marchandises et de services ont progressé de 1,4 %, mettant fin à un recul qui persistait depuis quatre trimestres. Cette croissance est attribuable aux exportations d'énergie ainsi que de produits industriels et de consommation. Les exportations de matériel et d'outillage ont continué à fléchir. Quant aux importations, elles ont grimpé de 1,3 % après un marasme de cinq trimestres. Les importations de matériaux et de marchandises industriels, de produits forestiers et de produits du bois ainsi que celles de produits de consommation étaient en hausse, après avoir baissé au quatrième trimestre. Les importations de matériel et d'outillage ont continué à chuter.

Investissement dans l'habitation. Stimulé par la demande et les faibles taux d'intérêt, l'investissement est monté en flèche (10,5 %) pour atteindre un record au premier trimestre, battant celui établi durant le boom du logement de la fin des années 1980. Les mises en chantier de logements urbains ont augmenté dans toutes les régions économiques, sauf dans les provinces de l'Atlantique.

Ventes au détail. Après quatre mois de forte croissance, les ventes au détail ont diminué légèrement en février (-0,1 %) et en mars (-0,2 %) pour se chiffrer à 25,2 milliards de dollars. Néanmoins, on a observé un gain de 2,6 % au premier trimestre et les ventes au détail ont progressé d'au moins 2 % dans la plupart des provinces pour un deuxième trimestre de suite. Ces gains trimestriels sont attribuables au secteur des médicaments brevetés et autres ainsi qu'aux secteurs de l'automobile et des meubles.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 13,8 % au premier trimestre, rattrapant près de la moitié des pertes subies en 2001. Les secteurs de la fabrication et de la construction sont à l'origine de ce rétablissement, et la hausse des bénéfices est principalement attribuable à la liquidation des stocks à des prix plus élevés (p. ex., pétrole raffiné, produits du bois et métaux de première fusion).

FAITS *nouveaux*

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada : des exemples à suivre

En décembre 2001, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a commandé une étude sur l'expérience des emprunteurs dans le cadre du programme de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (LFPEC). Les petites entreprises interrogées ont indiqué que le programme de la LFPEC comble une grave lacune. En empruntant en vertu de la LFPEC, plusieurs de ces entreprises ont pu démarrer leurs activités, embaucher un effectif complet et s'engager dans la voie de la rentabilité. Dans d'autres cas, les emprunts consentis en vertu de la LFPEC ont contribué à une forte croissance des entreprises.

La LFPEC, qui a remplacé la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* en avril 1999, est le programme fédéral le plus important qui aide les petites et moyennes entreprises à obtenir du financement. Ce programme est exécuté par un réseau national de

prêteurs du secteur privé, qui sont responsables des décisions en matière de crédit et de l'administration des prêts.

Le rapport d'étude intitulé *Prêter main-forte aux petites entreprises – Comment la Loi sur le financement des petites entreprises du Canada favorise la réussite des entreprises* est un recueil de 22 modèles de réussite que l'on peut maintenant consulter dans le site Web de la Recherche et politique de la petite entreprise d'Industrie Canada à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/rd00471f.html>

Le Canada, le premier pays à offrir le Programme de formation des conseillers de la petite entreprise

Les 23 et 24 mai 2002, on a offert à Truro, en Nouvelle-Écosse, la première séance d'un nouveau programme international de formation et de certification des conseillers de la petite entreprise. Ce programme du Réseau international des conseillers de la petite entreprise (RICPE), qui relève du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), est axé sur les compétences; il comprend des modules portant sur des domaines fonctionnels des affaires ainsi que sur l'évaluation des clients, la consultation et les relations interpersonnelles. Élaboré pour l'APEC par un groupe international de spécialistes, le programme prépare les participants à fournir aux clients toute une gamme de services de consultation s'adressant aux petites entreprises. Les participants qui auront mené à bien le programme recevront un certificat reconnu à l'échelle nationale et internationale.

La première séance, qui portait sur le code d'éthique et les normes de comportement professionnel, constituait le premier module de ce programme, qui en compte 10. On y expliquait le fondement et les bases philosophiques de la consultation à la petite entreprise et son importance dans le développement économique du Canada et d'autres économies membres de l'APEC.

Le Centre de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat de l'université Acadia (CPEEUA) est chargé de mettre en œuvre le programme au Canada. Le Centre est épaulé à cette fin par un réseau qui comprend l'Université Laval, le Canadian Resource Business Centre (affilié au collège Centennial de Toronto) et le Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology.

On trouvera de plus amples renseignements sur le programme du RICPE dans le site Web du CPEEUA à l'adresse <http://www.apec-ibiz.org>

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwcsc-tps.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53733B



Contient 10 p. 100
de matières recueillies